PCF, Fédération de l'Hérault, Section de Montpellier

Solidarité avec les travailleur-se-s

du rail en lutte !

Salarié-e-s, cheminot-e-s, citoyen-ne-s,

Ensemble, nous voulons, n’est-ce pas : des trains qui arrivent à l’heure, avec un cadencement amélioré ; un entretien des voies et une sécurité du rail, renforcées ; des tarifs accessibles à tous ; des transports de marchandises qui utilisent davantage le rail, afin de désengorger routes et autoroutes ; arrêter la casse sociale et au contraire créer de nombreux postes utiles et de qualité, ce qui vaudra mieux que de subventionner les bus Macron, déjà en train de faire faillite. Bref il s’agit de libérer le rail et les transports, qui doivent être au service non pas des prédateurs de la finance, mais de la population.

 Le parti communiste français propose de préserver et de développer un grand service public du transport ferroviaire (SNCF).

Les citoyen-nes / usager-es doivent exiger de :

- revenir sur la « réforme » de structure et r**éaffirmer l'unicité de la société nationale** (une nouvelle loi créant une entreprise publique intégrée) ;

- **désendetter la SNCF** qui a dû supporter tout le poids des investissements lourds (réseau ferroviaire) en empruntant auprès des banques. La dette est d'environ 50 milliards d'euros et l**es frais financiers annuels se montent à 1,7 milliard.** **L'infrastructure ferroviaire doit être considérée comme patrimoine de la Nation** française et la « dette » - en fait les investissements qui modèlent le paysage français (remblais, caténaires, tunnels, viaducs, rails …) sur le long terme - intégrée dans la dette souveraine de l'Etat (création monétaire) ;

- **réaffirmer un modèle économique de « service public total », piloté par les besoins sociaux, l'exigence de développement durable et donc de protection de l'environnement** ; un financement diversifié associant l'Etat en contrepartie de certaines contraintes (par exemple la péréquation nationale ou la tarification sociale), les usagers, c'est à dire le public transporté, mais aussi les commerces ou les employeurs desservis ;

- **préserver et étendre le statut social des cheminot-es.**

**Les moyens existent :**

\* Un pôle public bancaire pourrait racheter la « dette » Sncf liée aux investissements, et pour cette entreprise d’utilité publique (emploi, social, environnement, territoires) supprimer les intérêts en faisant tomber le crédit à taux zéro, soit 1,7 milliards de gagnés par an…à comparer aux 1,5 milliards que les dirigeants veulent faire payer aux salariés et à la qualité du service public ;

\* Droits d’intervention et de décision donnés par une loi, aux salariés, usagers…

\* La création d’un pôle public de production du matériel ferroviaire associant Alstom, Bombardier et Siemens France nationalisés, avec des coopérations internationales.

Montpellier le 13 décembre 2016

***Section de Montpellier du PCF, 47 bis, Avenue de Lodève, 34070 Montpellier***

 **PCF Montpellier**  **www.montpellier.pcf.fr****pcf.montpellier@orange.fr**